

L.E.C.E.

E.L.E.C.

RAPPORT ANNUEL 2011

mars 2012

Also available in English



avec le soutien de Solvay s.a.

Ligue Européenne de Coopération Économique, a.i.s.b.l.

Rue de Livourne, 60 - B-1000 Bruxelles - Belgique

tel +32-2-219 82 50 fax +32-2-706 49 93

info@elec-lece.eu

www.elec-lece.eu

Sommaire

Message du Président	1
Réunions du Conseil Central	3
Activités et réunions	5
Résolutions:	
• Commission Economique et Sociale "Clefs de la compétitivité future de l'UE dans l'économie mondialisée"	10
• Commission Méditerranée "EU must play a leading role in the Mediterranean political and social changes"	14
• Commission Economique et Sociale "Gouvernance économique pour l'Euroland"	17
Membres du Conseil Central	20
Comités nationaux	21
Contact	23
Choix de publications de la Ligue	(couverture arrière)

Tous les documents de la Ligue sont disponibles sur le site
<http://www.elec-lece.eu>

Message du Président

En 2011, la Ligue Européenne de Coopération Economique a célébré son 65^{me} anniversaire. La Ligue a en effet été l'une de ces organisations pionnières qui ont favorisé l'intégration européenne pour vaincre le nationalisme de la Seconde Guerre mondiale. La Ligue a été fondée en 1946, longtemps avant le plan Schumann de 1950, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier de 1951 ou le Traité de Rome de 1957. En 1948, la Ligue fut l'un des pères fondateurs du Mouvement européen.

Au cours de ses 65 années d'existence, la Ligue a joué un rôle intellectuel important pour promouvoir l'intégration européenne. Elle a offert une plateforme indépendante d'échange de vues sur l'approfondissement et l'élargissement de ce qui allait devenir à partir de 1992 l'Union européenne.

Aujourd'hui, l'Union européenne est une réalité, avec ses 27 Etats membres, son marché commun et ses propres parlement et institutions. Cela n'a pas rendu une organisation comme la Ligue superflue. Les réalisations européennes sont impressionnantes et même historiques, mais pas suffisantes, encore moins parfaites. Au cours des deux dernières années, l'Union européenne a été plongée dans une crise profonde. L'une des raisons des tensions au sein de l'Union monétaire est précisément l'absence d'intégration fiscale et politique suffisante. Après 65 ans, il ya encore beaucoup de travail devant nous.

En 2011 la Ligue a contribué de plusieurs façons à des discussions sur l'approfondissement de l'intégration européenne. Nos commissions de travail se sont penchées sur les moyens de sortir de la crise actuelle. Au cours de ses réunions, la Commission Economique et Sociale a adopté plusieurs résolutions contenant des recommandations de politique européenne. La crise souveraine dans la zone euro a bien entendu été un sujet important pour la Commission Monétaire. Lors d'une Conférence monétaire "*Kronberg by the sea*" à La Haye, nous avons entendu les points de vue des ex-banquiers centraux Jean-Claude Trichet, et Paul Volcker. Une réunion conjointe de la Commission Economique et Sociale et de la Commission Monétaire à Bruxelles début décembre a été couronnée par un dîner en présence du Président européen Herman Van Rompuy comme conférencier d'honneur. Wim Boonstra et Graham Bishop ont profité de l'occasion pour présenter à Van Rompuy la première version du modèle d'un "Euro T-Bill" élaboré par un groupe de travail d'experts au sein de la Ligue.

La zone euro n'a pas été le seul centre d'intérêt de la Ligue. La Commission Méditerranée s'est réunie en mars pour discuter de l'insurrection arabe. Une conférence spéciale s'est tenue à Bucarest, qui a analysé la coopération UE-Mer Noire dans le domaine des énergies renouvelables et des infrastructures de transport.

Nous avons poursuivi nos efforts visant à relancer la présence de la Ligue au Royaume-Uni par l'organisation de plusieurs "*London dinners*" de la Ligue traitant principalement des questions de réglementation financière de l'UE.

Dans le même temps, la Ligue essaye d'améliorer ses opérations internes et sa situation financière. Les difficultés de notre comité national allemand sont inquiétantes. Des efforts sont entrepris pour trouver une solution, mais en même temps une grande priorité est donnée au recrutement de nouveaux comités membres. Un des premiers résultats pourrait être l'admission de l'Arménie comme membre en 2012.

Afin de faciliter la communication avec les membres existants et potentiels et avec tous ceux qui s'intéressent à la Ligue, plusieurs initiatives ont été développées. Après le renouvellement du site de la Ligue en 2010, le "*ELEC Weekly Update*" a été lancé début 2011, diffusant par courrier électronique des "nouvelles à chaud" sur la Ligue. En outre, un dépliant a été publié pour présenter la Ligue à des contacts potentiels ou des relations.

La Ligue ne laissera pas l'inertie gagner la partie. Les défis pour l'intégration européenne sont si grands que la raison d'être de la Ligue est plus évidente que jamais.

Baron Bernard SNOY
Président International

1^{er} décembre 2011: *dinner speech* de Herman Van Rompuy



Herman Van Rompuy et Bernard Snoy, Président international de la Ligue

Réunions du Conseil Central

Bucarest - 17 juin 2011

Le Conseil Central s'est réuni à Bucarest à l'invitation du comité national roumain. La réunion a été organisée en parallèle avec la Conférence "Black Sea" de la Ligue sur "Les énergies renouvelables et les infrastructures de transport: un nouveau défi pour la coopération UE-mer Noire". La réunion du Conseil Central a eu lieu dans le cadre historique du siège de la Banque CEC dans le centre de Bucarest. Le Président international Bernard Snoy a souligné que la Roumanie appartient clairement à l'Europe et que la mer Noire constitue la nouvelle frontière de la Ligue. Le Gouverneur de la Banque centrale de Roumanie, Mugur Isarescu, a honoré le Conseil Central en faisant part de ses idées sur la situation économique en Europe et en Roumanie. Il a souligné que, bien que l'économie roumaine soit confrontée à de nombreuses difficultés, elle se trouve dans une bien meilleure position que l'économie grecque. L'inflation est en baisse et la croissance économique devrait à nouveau être positive. La Roumanie est toujours officiellement candidate à adhérer à l'euro, au moins comme catalyseur pour maintenir la discipline budgétaire.

Au cours des discussions du Conseil Central, beaucoup d'attention a été accordée à la nécessité de rechercher de nouveaux comités membres. Grâce aux nouveaux arrivants - le Portugal et la Roumanie - le déficit financier pour 2010 a été limité. Mais nous avons perdu le Liechtenstein en tant que membre et même le comité allemand se trouve dans une situation difficile. Afin de réintroduire prudemment la Ligue au Royaume Uni, des "dîners de Londres" pour un nombre limité de participants sont organisés. Des contacts sont pris avec la Grèce. Dans ses commissions de travail, la Ligue porte beaucoup d'attention aux moyens de sortir de la crise actuelle dans la zone euro. Des efforts sont déployés pour organiser une nouvelle réunion "Kronberg". Le nouveau site de la Ligue attire 9% de visiteurs uniques en plus et 32% de visites de plus qu'auparavant.

Bruxelles - 2 décembre 2011

La réunion du Conseil Central dans les locaux de BNP Paribas Fortis a été précédée la veille par une réunion conjointe de la Commission Economique et Sociale et de la Commission Monétaire sur les réformes nécessaires de l'Union monétaire européenne, et par un dîner avec le Président européen Herman Van Rompuy comme conférencier d'honneur. Quelque 60 membres et invités ont participé à l'événement. La réunion du Conseil Central même a été suivie par l'homme d'affaires arménien Rafi Semerdjian, qui est intéressé à fonder un comité de la Ligue en Arménie. L'adhésion de l'Arménie sera soumise à la prochaine réunion du Conseil Central de Porto. M. Semerdjian a invité le Conseil Central à Erevan en juin 2013.

Les problèmes du comité allemand n'ont pas encore été résolus. Le nombre de sponsors et de membres a diminué. Seule une petite partie de la contribution annuelle à la Ligue a été payé en 2011. Plusieurs participants ont souligné que l'Allemagne ne peut pas être absente de la Ligue. Des efforts seront entrepris pour trouver une solution. Un contact sera recherché avec le Mouvement européen Allemagne. Les relations avec le Mouvement Européen International (MEI) ont été intensifiées ces derniers temps, précisément avec l'objectif de mise en réseau avec leurs plus de 40 sections nationales. Le MEI a également promis d'aider la Ligue à trouver un financement de projets par l'UE. Parmi les candidats possibles il y a une réunion de la Commission Méditerranée à Marseille et de la Commission Monétaire sur les candidats européens de l'Est à l'euro qui devrait être organisée à Bucarest avec l'aide du comité roumain. D'autre part, le comité néerlandais a annoncé qu'après le succès de "Kronberg at sea" de novembre 2011, il organisera en 2012 un nouveau "Kronberg" parrainé par la Rabobank. Des copies d'un nouveau dépliant sur la Ligue ont été distribuées aux membres du Conseil Central. Enfin, il a été décidé qu'une solution doit être élaborée pour l'utilisation de l'anglais et du français lors des réunions internationales de la Ligue.

ACTIVITÉS des COMITÉS NATIONAUX et RÉUNIONS des COMMISSIONS

Informations détaillées sur www.elec-lece.eu

10 janvier - Gdansk - comité polonais

Rencontre de Robert KISS, Ambassadeur de Hongrie avec des étudiants

10 février - Paris - Conférence

en collaboration avec la Fondation Singer-Polignac "L'Europe en 2030, entre Etats-Unis et pays émergents"

11 février - Paris - comité français

Petit déjeuner thématique (jeunes) "La stratégie de Saint-Gobain face à la mondialisation": Benoit BAZIN, Directeur général adjoint de la C^{ie} Saint-Gobain

16 février - Vienne - comité autrichien

Business lunch en collaboration avec le International Vienna Council "Herausforderungen für den Bankenplatz Österreich": Walter ROTHENSTEINER, Directeur général Vorstandsvorsitzender RZB

17 février - Madrid - comité espagnol

Déjeuner-débat "La presidencia hungara de la UE": Edit BUCSI, Ambassadeur de Hongrie en Espagne

1^{er} mars - Barcelone - comité espagnol

Déjeuner-débat "La política de la competencia en el sector financiero": Carles Esteva MOSSO, Directeur Politique et Stratégie, DG Concurrence, Commission européenne

2 mars - Londres - "London dinner"

15 mars - Bruxelles - Commission Méditerranée

Président: Carles GASOLIBA

Sujet: Situation en Afrique du Nord

Orateur: Alexander ZAFIRIOU, Chargé de la politique méditerranéenne au Conseil européen

Résolution "EU must play a leading role in the Mediterranean political and social changes"

15 mars - Paris - comité français

Déjeuner-débat "Sur quelles bases reconstruire une Europe performante?": Claude ALLEGRE, Ancien Ministre

21 mars - Utrecht - Commission Monétaire

Président: Wim BOONSTRA

Sujet: Comment renforcer l'union monétaire européenne

Orateurs: Mark CLIFFE, Chief Economist, ING "The costs of splitting up the monetary union" / Sylvester EIJFFINGER, Professeur Financial Economics, Tilburg University "Eurobonds - concepts and implications" / Paul GOLDSCHMIDT, ancien Directeur à la Commission européenne "A permanent crisis management mechanism and the issue of eurobonds" / Jean-Victor LOUIS, Professeur émérite, ULB "The permanent European Stability Mechanism and the revision of the Treaty"

25 mars - Paris - comité français

Petit déjeuner thématique (jeunes) "Le régime de l'auto-entrepreneur et la mutation des modes d'activité professionnelle": Philippe GRAVIER, Directeur adjoint de Cabinet de Christine Lagarde

4 avril - Barcelone - comité espagnol

Déjeuner-débat "Fomentar las relaciones entre España y Francia en el marco de la UE": Carlos BASTARRECHE, Ambassadeur d'Espagne en France

15 avril - Gdansk - comité polonais

Conférence: "Perspectives for economic and social growth of the north of Poland": Slawomir NOWAK, Secrétaire d'Etat

4 mai - Barcelone - comité espagnol

Déjeuner-débat "El futuro de Japon y sus relaciones con España y la UE": Miguel Angel NAVARRO, Ambassadeur d'Espagne au Japon

9 mai - Bruxelles - comité belge

Déjeuner-débat "L'eurozone en danger" en collaboration avec la Fondation Universitaire

12 mai - Paris - Commission Economique et Sociale

Président: Philippe JURGENSEN

Sujet: Clefs de la compétitivité future de l'UE

Orateurs: Mathilde LEMOINE, Chef économiste; HSBC / Emmanuelle MAINCENT, Product Market Reforms Unit, Commission européenne / Grégoire POSTEL-VINAY, Chef de service, Ministère français des finances

Résolution "Clefs de la compétitivité future de l'UE dans l'économie mondialisée"

20 mai - Paris - comité français

Petit déjeuner thématique (jeunes) "Inflation ou déflation: quels arguments pour le relèvement des taux directeurs en Europe?": Pierre SABATIER, Associé-fondateur de *PrimeView*

27 mai - Barcelone - comité espagnol

Déjeuner-débat "Análisis de la actualidad y perspectivas en la zona euro": Jose Manuel GONZALEZ-PARAMO, membre du Comité exécutif de la BCE

13 juin - Gdansk - comité polonais

Conférence "The leading role player in Poland's economic transformation in the aftermath of the fall of communism": Leszek BALCEROWICZ, ancien Président de la Banque Nationale de Pologne

17 juin - Bucarest - Conseil Central

17-18 juin - Bucarest – Conférence "Black Sea"

Sujet: Renewable energy and transport infrastructure: a new challenge for EU-Black Sea cooperation

Orateurs: Niculae IDU, Chef du Bureau de représentation de l'UE en Roumanie, au nom de la DG Energie de la Commission européenne "Renewable versus traditional energy solutions: risks and rewards" / Ioan Dan GHEORGHIU, Chairman & CEO, Institute for Studies and Power Engineering, Bucharest "The Romanian experience as a bridgehead between the EU and Black Sea countries" / Violeta KOGALNICEANU, Head Infrastructure Unit, Energy Community "The Energy Community and energy development in the Black Sea Region" / Luca LAZZAROLI, Directeur pour l'Europe du Sud-Est, Banque européenne d'investissement "Financial solutions to challenging energy projects in the Black Sea Region" / Marjeta JAGER, Directeur en charge de la Politique générale à la DG Mobilité et Transport, Commission européenne "The role of transport infrastructure in Black Sea economic progress" / Alexandru NAZARU, Secrétaire d'Etat roumain Transports et Infrastructure "The Romanian experience as a bridgehead in transport infrastructure" / Manish VASISTHA, Principal Banker Transport Team, Banque européenne pour la reconstruction et le développement "Project financing in the Black Sea Region: the EBRD experience" / Traian CHEBELEU, Secrétaire général adjoint de l'organisation Black Sea Economic Cooperation "Successes and shortcomings in Black Sea cooperation"

22 juin - Vienne - comité autrichien

Business lunch en collaboration avec le International Vienna Council "Aktuelle Entwicklungen im Euro Raum": Gertrude TRUMPEL-GUGERELL, membre du Directoire de EZB

28 juin - Paris - comité français

Déjeuner-débat "L'UE peut-elle encore se construire un avenir politique et économique?": Michel ROCARD, Ancien Premier Ministre - Député européen

29 juin - Gdansk - comité polonais

Assemblée générale du comité polonais

30 juin - Londres - "London dinner"

6 juillet - Bruxelles - comité belge

Assemblée générale du comité belge

20 septembre - Barcelone - comité espagnol

Assemblée générale du comité espagnol

20 septembre - Barcelone - comité espagnol

Colloque autour du livre "Memoria y esperanza. Relatos de una vida" de Marcelino OREJA AGUIRRE

27 septembre - Paris - comité français

Déjeuner-débat "Comment l'Europe peut-elle sortir du regain de la crise financière?": Henri de CASTRIES, Président-Directeur général du Groupe AXA

30 septembre - Bruxelles - Commission Monétaire

Président: Wim BOONSTRA

Sujet: Réforme du marché monétaire international

Orateurs: Christian GHYMERS, Conseiller, DG ECFIN, Commission européenne
"Asymmetry in global liquidities" / André ICARD, co-auteur du Rapport Palais Royal "The Palais Royal initiative" / Willy KIEKENS, Directeur exécutif, Fonds monétaire international "The failure of market discipline"

6 octobre - Barcelone - comité espagnol

Déjeuner-débat "El corredor mediterraneo en la red prioritaria de transporte europeo": Pere MACIAS, Président du "Circulo de Infraestructuras"

20 octobre - Londres - "London dinner"**21 octobre - Paris - comité français**

Petit déjeuner thématique (jeunes) "Compétition dans les ecotechnologies
CleanTechs: le point de vue d'un énergéticien": Vincent SCHÄCHTER, Directeur Recherche et Développement de Total Gaz et Energies nouvelles

25 octobre - Vienne - comité autrichien

Business lunch en collaboration avec le International Vienna Council
"Europäische Herausforderungen": Wolfgang WALDNER, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

24-26 octobre - Gdansk - comité polonais

13e Sommet du Développement Baltique "New ambitions for the Baltic Sea Region"

27 octobre - Madrid - comité espagnol

Déjeuner-débat "Presidencia polaca de la UE": Ryszard SCHNEPF, Ambassadeur de Pologne en Espagne

9 novembre - Barcelone - comité espagnol

Déjeuner-débat "The UfM, promoting economic development and integration in the region": Lino CARDARELLI, Secrétaire général adjoint de l'UpM

13 novembre - Den Haag - "Kronberg" Monetary Conference

Sujet: The European Monetary Union at the crossroads – ways out of the crisis
Orateurs: Antonio BORGES, Director European Department, Fonds monétaire international / Jean-Claude TRICHET, ancien Président de la BCE / Paul VOLCKER, ancien Gouverneur de la Réserve fédérale

25 novembre - Bruxelles - comité belge

Déjeuner-débat "Challenges for the governance of the European Monetary Union": Peter PRAET, Directeur, Banque Centrale Européenne

1er décembre - Bruxelles - Commission Economique et Sociale avec la Commission Monétaire

Président: Philippe JURGENSEN

Sujet: Quel type d'Union monétaire européenne voulons-nous?

Orateurs: Pervenche BERES, Présidente de la Commission Emploi & Affaires Sociales, Parlement européen / Joachim BITTERLICH, Executive Vice President International Affairs, Veolia Environnement / Guillaume KLOSSA, Président, EuropaNova / Servaas DEROOSE, Deputy Director General DG ECFIN, European Commission / Jean PISANI-FERRY, Directeur, Bruegel

Résolution "Gouvernance économique pour l'Euroland"

1er décembre - Bruxelles - dîner

Conférencier d'honneur: Herman VAN ROMPUY, Président de l'UE

2 décembre - Bruxelles - Conseil Central

2 décembre - Bern - comité suisse

Assemblée générale du Comité suisse

4 décembre - Barcelone - comité espagnol

Réception de Noël en collaboration avec la délégation catalane du Conseil fédéral du Mouvement européen

7 décembre - Bern - comité suisse

Business lunch "Energiedossier im CH-EU-Kontext": Walter STEINMANN, Directeur du Bureau fédéral pour l'Energie & Roger DUBACH, Conseil de l'Energie de la mission suisse

* _ *

TEXTES et RÉOLUTIONS

Disponibles sur notre site web
www.elec-lece.eu

Recommandations de la
COMMISSION ÉCONOMIQUE et SOCIALE
"Clefs de la compétitivité future de l'UE dans l'économie mondialisée"
adoptées par le Conseil Central de Bucarest (17 juin 2011)

I. La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunie à Paris le 12 mai 2011, s'est penchée sur la situation et les perspectives de la compétitivité de l'Union Européenne dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui. Elle a fait les **constatations** suivantes:

a) Malgré les performances remarquables de l'Allemagne et de quelques-uns de ses voisins, l'économie de l'UE dans son ensemble n'a pas su relever complètement les nouveaux défis de l'économie mondialisée, sur laquelle elle est largement ouverte. En dépit de la croissance de ses exports, ses parts de marché dans les échanges mondiaux tendent à décliner au-delà de ce que justifierait la baisse en poids relatif des économies concernées; sa compétitivité est fortement érodée du fait de prix de revient élevés, qui ne sont pas toujours compensés par des éléments de compétitivité hors-prix (qualitatifs) suffisants; la recherche-développement et l'innovation occupent une part de l'activité européenne inférieure à ce qu'elle est aux Etats-Unis et au Japon (2% au lieu de 3% environ).

b) Une partie de ces problèmes est due à des dérèglements macro-économiques dont la correction a seulement débuté: déficits publics excessifs (7% du PIB en moyenne européenne en 2010, soit plus du double du plafond fixé par le Pacte de stabilité et de croissance!), dont la survenance devrait être évitée à l'avenir par des dispositions juridiques appropriées; politiques de relance insuffisamment focalisées sur l'offre; hausse rapide de l'endettement (80% du PIB en moyenne européenne) et crise de surendettement de plusieurs pays "périphériques" de l'UE; mais aussi réévaluation significative du taux de change effectif de l'euro, principale monnaie à porter le poids des déséquilibres mondiaux (faiblesse du \$, sous-évaluation du Yuan chinois et d'une majorité des devises des pays émergents).

c) Cependant, l'essentiel de cette sous-compétitivité est à attribuer à des causes structurelles, notamment:

c1) à l'insuffisance de l'innovation - technologique et de marché – dans la majorité des pays de l'UE:

- recherche et développement faibles, avec une moyenne européenne de 2% du PIB, bien loin de l'objectif de 3% fixé à Lisbonne pour 2010; programme européen (PCRD) trop exclusivement tourné vers la recherche fondamentale et non vers ses applications;
 - enseignement scientifique parfois boudé par les élèves et enseignement technique insuffisamment valorisé; séparation excessive, voire méfiance réciproque, entre le monde de l'entreprise et celui de l'Université, en dépit d'améliorations récentes;
 - insuffisance des investisseurs en capital-risque et des structures de soutien aux PME innovantes, alors que le développement d'entreprises moyennes aux technologies avancées et bien équipées pour exporter est essentiel;
 - besoin d'une meilleure maîtrise à tous niveaux des outils de propriété intellectuelle;
- c2) à une orientation des exportations et des chaînes de valeur qui pourrait mieux tenir compte de l'évolution des pays émergents, et du retour de stratégies publiques par filières chez les principaux compétiteurs de l'Union;
- c3) à une aversion excessive de l'épargne européenne au risque industriel (pourtant nécessaire pour les activités à forte valeur ajoutée) et à l'investissement à long terme; cette situation risque d'être aggravée par les nouvelles règles encadrant banques ("Bâle 3") et assurances ("Solvabilité 2");
- c4) aux disparités de charges fiscales et sociales par rapport aux pays tiers.

II. Face à cette situation problématique, la Commission Économique et Sociale de la Ligue formule les **recommandations** suivantes:

1. Il est crucial qu'à l'échec de la "Stratégie de Lisbonne" succède *une réussite de l' "Agenda 2020"* adopté par l'UE. Ce programme devrait recevoir une attention soutenue dans le cadre du Semestre européen et faire l'objet d'*examens à intervalles réguliers et rapprochés*, devant les différentes instances européennes, y compris le Parlement et le Comité économique et social, au fur et à mesure des programmes des pays-membres; ceux-ci devraient pouvoir faire l'objet de sanction en cas de dérapage par rapport aux objectifs. Il est suggéré de tenir d'ici deux ans une conférence associant gouvernements, partenaires sociaux, monde académique et ONG afin de faire un point d'avancement au premier tiers du programme.
2. La *flexibilité du marché du travail*, associée à la sécurisation des parcours d'emploi et à la valorisation du capital humain, est un élément essentiel de compétitivité. Elle suppose notamment: la levée des obstacles à la circulation de la main d'œuvre (prise en compte du rapprochement des régimes de retraite et des politiques sociales, etc.); une couverture sociale

efficace mais incitatrice à l'activité (flexsécurité); et le renforcement du système de formation professionnelle à toutes les étapes de la vie, en particulier en milieu de carrière et pour les seniors, du fait de l'allongement en cours des âges de départ à la retraite. Il est important aussi de favoriser un allègement dûment financé des charges fiscales et sociales pesant sur le travail, en proscrivant l'introduction de biais en faveur des emplois faiblement qualifiés.

3. La rationalisation de la dépense publique visant à "améliorer son efficacité et à éliminer les subventions inappropriées et les sureffectifs" (cf résolution de la Commission Economique et Sociale de la Ligue du 13 octobre 2009) doit porter sur les dépenses de fonctionnement et *préserv**er les dépenses d'avenir*, qu'il s'agisse des investissements productifs, des infrastructures européennes de communication modernes ou des crédits soutenant l'éducation – notamment dans le domaine scientifique et technique –, la recherche/développement et l'innovation. Les entreprises doivent aussi être incitées à investir dans les technologies d'avenir via des instruments fiscaux comme l'amortissement accéléré et le crédit d'impôt-recherche.

4. Les efforts doivent être concentrés sur l'établissement et le soutien de *pôles européens de compétitivité*, en nombre limité, rassemblant le plus grand nombre possible de compétences académiques et entrepreneuriales, avec un soutien public approprié.

5. Le *Programme européen de recherche-développement technologique* (PCRDT) doit être mieux doté, allégé dans ses procédures, et réorienté vers les applications concrètes et l'innovation, en favorisant les coopérations trans-frontières. Un programme européen massif de "*technologies vertes*", rendu encore plus nécessaire par l'évolution de l'opinion (rejet actuel de l'énergie nucléaire dans certains pays à la suite de l'accident de Fukushima, préoccupations croissantes sur les pollutions chimiques, etc.) et par le risque de manquer les engagements pris à la conférence de Copenhague et dans les Conseils Energie de l'UE, doit en être l'un des points d'application.

6. Le besoin d'une *politique commune de l'environnement et de l'énergie* ne doit pas être éludé; outre les investissements nécessaires, cela pose notamment la question d'une "taxe carbone" communautaire sur les activités non-concernées par le marché européen des quotas d'émission (transports, agriculture, services, logement et activités domestiques). Plus encore, elle nécessite des efforts de rapprochement des législations nationales destinées à respecter les normes écologiques tant en ce qui concerne les pays de l'UE que ceux des autres continents (transfert d'activités dans les pays peu respectueux des normes écologiques). Les questions liées à l'augmentation et à la volatilité excessive des prix alimentaires doivent aussi être traitées.

7. Le *cadre réglementaire national et européen doit continuer d'être allégé* pour favoriser la concurrence, les échanges et les gains de productivité, faciliter la mobilité des entreprises et alléger leurs charges administratives.

8. La législation communautaire doit être révisée pour permettre:
- - un *statut européen de l'entreprise innovant*;
 - - une adaptation des règles sur les faillites en s'inspirant du "chapter 11" américain
 - - la relance de marchés spécialisés, d'institutions financières ou de garanties, pour que les PME innovantes puissent accéder plus largement aux refinancements nécessaires;
 - - un réaménagement des règles sur les marchés publics, la concurrence et les aides publiques permettant l'émergence d'un véritable *équivalent européen du "Small Business Act" américain*.

9. Les instruments communs de soutien à la *prise de risques en fonds propres* dans les entreprises innovantes, comme le Fonds Européen de Capital-risque (filiale de la BEI) doivent être dynamisés et élargis, et ouvrir la possibilité d'interventions plus conséquentes et si possible directes (au lieu de se borner au soutien d'autres acteurs financiers).

10. Des réformes structurelles sont à la fois nécessaires et possibles tant qu'elles restent compatibles avec un développement viable de nos économies. On ne saurait cependant faire reposer sur elles seules le rattrapage de compétitivité vis-à-vis des émergents, qui appelle une vigilance pragmatique à l'égard des stratégies de dumping social menées par ces pays, et à leurs conséquences en termes de désindustrialisation de l'Europe. L'UE doit dès lors notamment se doter d'une *politique commerciale extérieure* qui soutienne activement ses intérêts dans les instances bilatérales et multilatérales, en s'orientant vers une exigence de réciprocité. Il est important de la compléter par une promotion et un soutien actif - tant financier qu'à travers ses représentations - de ses entreprises, notamment PME, dans les pays émergents.

11. Enfin, la Commission Economique et Sociale rappelle qu'une approche commune européenne des problèmes est le meilleur moyen d'améliorer l'environnement économique et sera source de compétitivité future. L'Union doit aussi inviter les Etats-membres à définir et appliquer des stratégies compétitives pour ce qui les concerne.

* - *

Prise de position de la
COMMISSION MÉDITERRANÉE
**"EU must play a leading role in the Mediterranean political and
social changes"**

adoptée par le Conseil Central de Bucarest (17 juin 2011)

proposé par la Commission Méditerranée à sa réunion de Bruxelles le 15 mars

We are witnessing an important moment in history, as citizens across Mediterranean and in the Middle East countries call for a change. This is a perfect time to discuss how Europe could, and should, contribute to the sustainable development of our neighbouring countries, grounded in the principles of democracy and the respect of human rights.

Launched in 1995, the Barcelona process, a benchmark for a more coherent and comprehensive European foreign policy towards the Mediterranean, is the result of the joint effort of European and Mediterranean countries to strengthen their. Working together, the two regions have developed a framework of cooperation.

Aiming at further developing its activities regarding European cooperation with Mediterranean Countries, the European League for Economic Cooperation (ELEC) established the Mediterranean Commission, in 1996. Over the past 15 years, the Commission has followed closely the development of European Union relations with third countries from the Mediterranean region, with particular attention to cooperation on economic issues.

ELEC, through its Mediterranean Commission, has welcomed the institutionalization of the Union for the Mediterranean, as we believe it represented a milestone for the further development of cooperation between the two regions. More than constituting an act of important political value, the creation of the Union for the Mediterranean holds the potential to foster the promotion of a sustainable development of our neighbouring countries, improving the living conditions of their citizens.

In an attempt to identify focal areas that should be given priority when determining the projects that should be supported, representatives from the Union for the Mediterranean met at the Paris Summit for the Mediterranean to agree on projects areas they wanted to develop. According to the Summit's declaration, initiatives should focus on six key areas:

- First, maritime and land highways;
- Second, civil protection;
- Third, de-pollution of the Mediterranean;
- Forth, alternative energies, and one of the achievements in this area has been the establishment of the Mediterranean Solar Plan;
- Fifth, higher education and research, and here the creation of the Euro-Mediterranean University and Erasmus mobility programmes is to be mentioned; and
- Finally, the Mediterranean Business Development Initiative.

Taking into account the priority areas set, considering the shared interest of both sides of the Mediterranean to develop their relationship, the Mediterranean Commission of ELEC would like to emphasize the importance of the EU support to the neighbouring countries in this particular moment.

The European Union has the responsibility to contribute to the reinforcing of Democracy within these countries, as well as to the promotion of human rights. Yet, we are all aware that peace and stability come along with economic development. Therefore, contributing to economic growth in the region should be a priority for the European Union.

For these reasons, we believe that the Union for the Mediterranean has the great responsibility of playing a leading role in the development of the regions. Projects and initiatives to this should be encouraged, taking account of the possibilities offered by the PPP and the participation of financial institutions. We should then take advantage of this wind of change that has been blowing in the region, and promote the changes that the citizens want and deserve.

This moment is a big responsibility for the UfM to assist the Mediterranean countries to overcome the challenges ahead of them. The UfM should work in supporting the re-launching of the economy in Mediterranean, and the EU has a special responsibility in this context, according to the *Declaration Extraordinary European Council (11/3/2011)*:

"The EU will support all steps towards democratic transformation, political systems that allow for peaceful change, growth and prosperity, and a more proportionate distribution of the benefits of economic performance".

And also "It will be crucial to provide the countries with the means to rebuild and modernise their economies. Economic development and job prospects, especially for youth, are of paramount importance to stabilise democracy. The Council should urgently agree on pending proposals on pan-Euro-Mediterranean rules of origin and the Commission is invited to present proposals on further means to enhance trade and foreign direct investment in the region in the short, medium and long term. It is also urgent to revitalise the tourism sector in the region. The Council should rapidly consider the Commission's proposals on European Investment Bank reflows and look at further possibilities to increase the EIB's overall financial support capacity. Coordination with other international financial institutions is important".

And also according to the *Resolution of the Committee of the Region on "Dealing with the impact and consequences of revolution in the Mediterranean" (12/5/2011)*, the Committee of Regions

"19. underlines the practical usefulness of capacity building programmes within the context of the enlargement and the European neighbourhood policies and - taking the Local Administration Facility pilot programme as a concrete example ¹ - suggests that equivalent initiatives should be developed for the Southern Mediterranean countries in order to support their capacity building at local and regional level;

¹ The CoR already cooperates closely with the European Commission in supporting this pilot programme that is currently restricted to candidate and potential candidate countries

20. notes the connection between migration and development policies and sees the need to develop policies supportive of the creation of economic and social conditions in the region that can guarantee a sustainable future for the local populations, thus decreasing the incentives to migrate; in particular, considers it essential to reduce poverty and to create jobs for the younger generation and therefore calls for full use to be made of existing EU resources and experience to support education and vocational training in these countries;

21. underlines the importance of boosting trade and investment with these countries, and of providing micro-credit facilities for the creation of small businesses, as a means to enable these countries to increase their own economic growth and reduce poverty; increased trade with North Africa would also be of benefit to Europe, resulting in the creation of many jobs for Europeans and economic growth for the EU; therefore calls for a joint effort to bring down remaining trade barriers as appropriate."

** _ **

Recommandations de la
COMMISSION ÉCONOMIQUE et SOCIALE
conjointement avec la **COMMISSION MONÉTAIRE**
"Gouvernance économique pour l'Euroland"
adoptées par le Conseil Central de Bruxelles (2 décembre 2011)

I. La Commission Économique et Sociale et la Commission Monétaire de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunies à Bruxelles le 1^{er} décembre 2011, ont fait les **constatations** suivantes:

a) La brutale aggravation de la crise financière, issue des craintes (souvent irrationnelles) des marchés quant à la capacité des pays de la zone euro de faire face à un endettement excessif, menace aujourd'hui la stabilité et la croissance jusque dans les pays du cœur de la zone euro. Atteignant une dimension systémique, elle risque de conduire de nombreuses institutions financières à la faillite et d'être à l'origine d'une récession mondiale.

b) Il est patent que les mécanismes d'alerte qui auraient dû empêcher une telle situation de se produire n'ont pas fonctionné: d'un côté, les gouvernements ont choisi de violer les règles du Pacte de stabilité et de croissance qu'ils avaient eux-mêmes posées, en tolérant sans réagir des déficits budgétaires excessifs, voire des arrangements; de l'autre, les opérateurs de marché n'ont pas valorisé correctement l'écart de risque entre les pays les plus et les moins performants de la zone, maintenant les "*spreads*" à des niveaux anormalement faibles, avant de les pousser aujourd'hui à des niveaux anormalement élevés. De même, les agences de notation ont longtemps maintenu des cotations trop favorables, avant de s'engager récemment dans des dégradations de notes en cascade qui aggravent la situation des pays touchés. Dans la période actuelle, les évaluations négatives, renforçant les anticipations déjà spontanément pessimistes, présentent un caractère nettement "auto-réalisateur".

c) Un certain nombre des mesures correctrices récemment mises en place présentent un caractère pro-cyclique marqué, tendant à aggraver la crise au lieu de la résoudre. Il en est ainsi de l'adoption de valorisations comptables reposant sur des valeurs de marché ("*fair value*") devenues non-fiables, comme des nouvelles règles de fonds propres et de liquidité, qui contraignent le secteur financier à restreindre ses crédits et à renforcer ses capitaux permanents dans la période qui s'y prête le moins. De façon analogue, lorsque les plans de rigueur mis en place par les gouvernements ne préservent pas suffisamment l'investissement, la chute des recettes publiques risque d'anéantir tous les efforts faits pour redresser les budgets en réduisant la dépense publique.

d) La correction des dérèglements macro-économiques à l'origine de la crise de la "dette souveraine" (déficits publics de 7% du PIB en moyenne européenne en 2010, hausse rapide de l'endettement atteignant 80% du PIB en moyenne européenne, dérapage des pays "périphériques") a commencé sérieusement dans plusieurs pays de la zone euro. Cependant, la réussite de ces efforts est compromise par le ralentissement économique

en cours, qui aggrave l'effet récessionniste des plans de rigueur et risque de rendre le fardeau insupportable. Ceci sera d'autant plus vrai si l'opinion publique a le sentiment d'une répartition injuste des efforts. De plus, le fait que tous les pays de l'UE s'efforcent au même moment de réduire leurs déficits et d'accroître leurs exportations entraîne une sorte de "multiplicateur d'austérité" aux effets pernicioseux, les efforts de chacun accroissant les problèmes des autres.

II. Face à cette situation dangereuse pour la cohésion et pour l'avenir même de l'Union européenne, les Commissions économique et sociale et monétaire de la Ligue formulent les **recommandations** suivantes:

Dans l'immédiat:

1. **Renforcer le Pacte de stabilité et de croissance.** La Ligue endosse les propositions de la Commission européenne tendant à resserrer les critères de déficit et les élargir à d'autres aspects. Il faut éviter les dérapages de 2003/2005 par une contrainte juridique accrue, y compris l'intervention de la Cour de Justice européenne. Les sanctions financières (sur les Fonds structurels par exemple) ou politiques doivent aussi être renforcées. Il est aussi souhaitable d'introduire des indicateurs de convergence/divergence prédictifs plus efficaces.

2. **Instaurer la "règle d'or".** Chaque pays de l'UE devrait s'engager à faire voter d'ici trois ans une règle à valeur constitutionnelle prohibant les déficits (solde primaire positif). Cette règle doit toutefois s'entendre sur la durée d'un cycle économique, pour éviter un blocage en cas de forte crise conjoncturelle.

3. Poursuivre le travail de fond pour **améliorer la compétitivité** de nos pays et flexibiliser nos économies par des réformes structurelles (cf résolution de la Ligue du 28 juin dernier). Donner dans les arbitrages budgétaires la plus grande place possible aux investissements porteurs d'avenir, à la recherche et à l'innovation afin de préserver les chances de croissance.

4. Prendre davantage en compte dans les **nouvelles réglementations financières** la nécessité d'éviter les effets procycliques qui entraveraient la reprise des économies européennes, et de permettre un financement suffisant des entreprises.

5. **Calmer les marchés**, par:

a) l'intervention (au moins annoncée) de l'Eurosystème sur le marché des dettes souveraines pour faciliter le fonctionnement du marché et limiter les "spreads" excessifs par le rachat (avec ou sans stérilisation) de dettes souveraines sur le marché secondaire. Un soutien indirect pourrait éventuellement être envisagé à travers le FMI.

b) un engagement ferme et convaincant de réaliser un progrès décisif de l'intégration européenne, qui suppose l'acceptation par les pays les plus réticents de nouveaux partages ("pooling") partiels de souveraineté.

6. Prendre rapidement l'engagement clair de conduire des **réformes institutionnelles** pour sauvegarder l'unité de la zone euro et de l'UE. Dans

ce but, un "Ministre des Finances européen", membre de la Commission européenne et doté des pouvoirs nécessaires pour faire respecter les règles du pacte de Stabilité et de croissance renforcé, présiderait à la fois le Conseil Eco/fin et le Conseil compétitivité. L'avenir devrait être organisé par un Pacte politique si possible à 27, sinon à 17, ou à moins (coopérations renforcées, approche pays par pays type Schengen).

7. Emettre des emprunts communs européens (**eurobonds**, ou "*stability bonds*") en contrepartie des engagements précités. Différentes propositions concrètes ont été avancées, notamment par un groupe au sein de la Ligue (bons à deux ans) parmi lesquelles la Ligue estime qu'il faut privilégier des engagements conjoints et solidaires (*joint and several*) de tous les Etats-membres de la zone euro. Certaines versions de cette opération, comme la proposition sur les bons à deux ans, doivent pouvoir être conduites sans révision des Traités. Une Agence de la dette européenne devrait être établie dès que possible; elle pourrait déboucher ensuite sur la création d'un Fonds monétaire européen.

A terme:

8. Mettre en place un **budget européen significatif**, afin de pouvoir conduire une politique économique proactive et promouvoir la compétitivité en finançant (en partenariat avec la BEI) les grandes infrastructures, l'innovation et la R&D. Cela suppose de relever le plafond excessivement bas (1,1% du PIB) fixé par les Etats-membres au budget européen. Il est aussi nécessaire de mettre en place de véritables ressources propres européennes allant directement au budget commun, telles une taxe sur les opérations financières si elle est décidée, la taxe carbone et/ou une TVA communautaire.

9. Faire de la **fiscalité** un domaine des politiques communes. Aucun progrès réel ne sera possible sans que soit enfin abandonnée la règle de l'unanimité pour les décisions dans ce domaine – ce qui peut être fait par une décision unique prise à l'unanimité par les Etats-membres. Il serait souhaitable de mieux harmoniser les bases fiscales (assiette des prélèvements), pour l'imposition des entreprises, de la consommation, du patrimoine, de l'énergie, et de resserrer les fourchettes de taux, voire d'unifier ces taux pour certaines taxes.

10. Enfin, un **volet démocratique** est indispensable: on ne peut pas faire une réforme de fond à la sauvette, ni laisser les citoyens à l'écart d'une construction perçue comme technocratique. Les questions d'une nouvelle Convention, d'un référendum populaire (mais à l'échelle européenne et pas pays par pays), et/ou de la conduite d'élections européennes le même jour dans chaque pays sont posées. Un renforcement concomitant des pouvoirs de la Commission européenne et des pouvoirs du Parlement européen paraît nécessaire. Il serait aussi souhaitable de constituer des commissions consultatives conjointes entre parlementaires nationaux et européens sur les questions économiques et financières.

* - *

CONSEIL CENTRAL

(mars 2012)

Président d'honneur

Daniel CARDON de LICHTBUER

Président international

Bernard SNOY

Vice-président international

Rainer BODEN

Membres "ex officio"

Ramon BUISAN (Président du comité en Andorre)
Thomas COTTIER (Président du comité en Suisse)
Radu DEAC (Président du comité en Roumanie)
Maciej DOBRZYNIĘCKI (Président du comité en Pologne)
Carles GASÒLIBA (Président du comité en Espagne)
Erich HAMPEL (Président du comité en Autriche)
Philippe JURGENSEN (Président du comité en France)
Eli LEENAARS (Président du comité aux Pays-Bas)
Antonio MARTINS da CRUZ (Président du comité au Portugal)
Ralph ODENDALL (Président ff du comité en Allemagne)
Freddy VAN den SPIEGEL (Président du comité en Belgique)

Membres individuels

Olivier GISCARD d'ESTAING (France)
Jean-Claude KOEUNE (Belgique)
Harry LANGMAN (Pays-Bas)
Matthijs van der VELDEN (Pays Bas)

Présidents des commissions

Wim BOONSTRA (Pays Bas), Commission Monétaire
Carles GASÒLIBA (Espagne), Commission Méditerranée
Philippe JURGENSEN (France), Commission Economique et Sociale
nn, Commission Infrastructures
nn, Commission Voisinage

COMITÉS NATIONAUX

(mars 2012)

Information disponible sur notre site web
www.elec-lece.eu

<u>Allemagne</u>	Président ff: Ralph ODENDALL Secrétaire général: <i>nn</i> c/o Deutsche Bank Avenue Marnix, 13 - B-1000 Bruxelles (Belgique) <rainer-w.boden@eu-c.net>
<u>Andorre</u>	Président: Ramon BUISAN Secrétaire général: Agusti GARCIA c/o Credit Andorra Avda Meritxell, 80 - AD500-Andorra la Vella <sgt@creditandorra.ad>
<u>Autriche</u>	Président: Erich HAMPEL Secrétaire général: Franz NAUSCHNIGG c/o Oesterreichische Nationalbank Otto Wagner Platz 3 - A-1090 Wien <franz.nauschnigg@oenb.at>
<u>Belgique</u>	Président: Freddy VAN den SPIEGEL Secrétaire général: Dirk DE BATSELIER Hauwerstraat 43 - B-9255 Buggenhout <debatslierdirk@gmail.com>
<u>Espagne</u>	Président: Carles GASÒLIBA i BÖHM Secrétaire général: Joaquim LLIMONA Balmes 150, 6º - E-08008 Barcelona <info@leceonline.org> www.leceonline.org
<u>France</u>	Président: Philippe JURGENSEN Secrétaire général: Joël MAURICE 25 rue Gandon - F-75013 Paris <lece.france@gmail.com> www.lece-france.eu
<u>Pays-Bas</u>	Président: Eli LEENAARS Secrétaire: Wim BOONSTRA c/o Rabobank - P.O.Box 17100 - NL-3500 HG Utrecht <w.w.boonstra@rn.rabobank.nl>

Pologne

Président: Maciej DOBRZYNIECKI
Secrétaire général: Wojciech RYBOWSKI
ul. Podlesna 27 - PL-80-255 Gdansk
<elec@profit-consult.com.pl>
www.elec.pl

Portugal

Président: Antonio MARTINS da CRUZ
Secrétaire général: Rui BOTICA SANTOS
c/o CRA Law
Av. Eng. Duarte Pacheco, Torre 2 - 13ºA - P-1099-042 Lisboa
<rui.santos@cralaw.com>

Roumanie

Président: Radu DEAC
Secrétaire général: Mirela IOVU
c/o RD Business Consulting SRL
30, Sos. Stefan cel Mare, Bl.26, Sc.2, Et.9, Ap.55, Sector 2
- RO-020144 Bucuresti
<radu.deac@rdbc.ro>

Suisse

Président: Thomas COTTIER
Secrétaire: Rachel LIECHTI
c/o I E W - Hallenstrasse 6 - CH-3012 Bern
<rachel.liechti@iew.unibe.ch>

* - *

Qu'est-ce que la Ligue Européenne?

Fondée en 1946, la Ligue Européenne de Coopération Economique (LECE) est une organisation non-gouvernementale et a-politique ayant pour objectif de favoriser l'intégration économique et l'identité socio-culturelle de l'Europe, et de promouvoir son rôle dans le monde.

Constituée d'un réseau de comités nationaux, la Ligue rassemble des personnalités issues principalement du monde économique et financier, mais aussi des fonctionnaires nationaux et européens, des responsables politiques ou appartenant au monde universitaire.

Son domaine d'action s'exerce au sein de commissions de travail internationales qui se réunissent régulièrement et donne lieu à des publications (documents de travail, résolutions, série "Cahier Comte Boël", etc.).

Plus d'informations sur <http://www.elec-lece.eu>

Secrétariat de la Ligue

Jerry van WATERSCHOOT, Secrétaire général

Anne BANDIN, Coordinateur

Rue de Livourne, 60 #4

B-1000 Bruxelles

tel +32-(0)2-219 82 50

fax +32-(0)2-706 49 93

info@elec-lece.eu

www.elec-lece.eu

Choix de Publications

Pour les publications antérieures à 1977, veuillez consulter notre site
www.elec-lece.eu

- 2011 Cahier Comte Boël 15
How to strengthen the European Monetary Union
- 2010 Cahier Comte Boël 14
The creation of a common European bond market
- 2008 Cahier Comte Boël 13
Pan-EU retail banking
- 2006 Cahier Comte Boël 12
Financial Supervision in Europe
- 2004 Cahier Comte Boël 11
European Economic Governance revisited
- 2002 Cahier Comte Boël 10
The Euro: Required Steps to Success
- 2001 Cahier Comte Boël 9
L'Union européenne élargie: un rôle plus large ?
- 2000 Cahier Comte Boël 8
The Euro: Next Steps to Success
- 1998 Cahier Comte Boël 7
SMEs in the countries of Central and Eastern Europe
- 1997 Cahier Comte Boël 5
Un nouveau modèle social européen
- Cahier Comte Boël 6
Dimension européenne du partenariat euro-méditerranéen
- 1996 *50th Anniversary of ELEC: 1946-1996. In Remembrance of Retinger*
- 1995 *The origins of the European League for Economic Co-operation*
- 1994 Cahier Comte Boël 3
Institution Convergence: a Prerequisite for Monetary Union
- Cahier Comte Boël 4
The Future of Central Europe
- 1993 Cahier Comte Boël 1
Environment
- Cahier Comte Boël 2
Transition Strategies toward Economic and Monetary Union
- 1990 *What Future for European Agriculture?*
- Migration des travailleurs et des activités des sociétés
- 1989 La fiscalité européenne
- 1988 L'Europe et le cas de l'Autriche
- 1987 La dimension européenne de la protection de l'environnement
- 1986 La réforme de la PAC et ses répercussions sur le commerce international
- L'Europe des services financiers
- 1978 La relance économique en Europe
- 1977 Enquête de la LECE sur l'édification de l'Europe